

Lever IDAGE	Espèce d'interventions prioritaires 1										Espèce d'interventions modérées 2										TOTAL			
Thématique de l'aménagement	Gouvernance et connaissance				Milieu naturels		Ressources en eau		Pollution des eaux		Risque d'inondation		Santé humaine		Occupation des sols		Pollution des sols et déchets		Changements climatiques		Ressource énergétique		Risques	
	OSCI1 Espace du territoire	OSCI2 Coordination	OSCI3 Connaissance	OMP1 Biodiversité	OMP2 Fonctionnalité et morphologie des milieux	RE1 Ressources hydrologiques	RE2 Ressources quantitatives	RE3 Eau potable	Poll1 Rejets d'eaux souillées	RE1 Inondation/ submersion	RE4 Eaux pluviales	Poll4 Baignade	OMP2 Artificialisation des milieux	Poll2 Déchets	RE5 Changement climatique	Poll3 Energie réseau	RE2 Incidences des risques							
Orientation 3 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables																								
II-A : Gérer durablement les cours d'eau																								
Développer des techniques de restauration des cours d'eau et zones artificielles	IIIA-1	Qui assure la connaissance ?	Un effort continué de recherche et d'expérimentation des techniques de génie végétal doit être en place, la suite des techniques adaptées doit être mise en œuvre afin de pouvoir amplifier leur usage	2	3	Restauration des cours d'eau artificiels, prioritairement de la Lézarde sud, commune du Hubert.																		
Prendre en compte les impacts d'un projet d'aménagement sur l'eau et proposer des mesures compensatoires	IIIA-2		Une analyse et un suivi des impacts du projet sur la fonctionnalité des milieux aquatiques, notamment les incidences sur la morphologie des cours d'eau, devra être menée avant et après travaux	2	1	Les mesures de compensation visent la restauration de zones dédiées adjacentes au même bassin versant ou à défaut dans un bassin versant connexe			Les techniques de génie végétal contre l'érosion latérale seront favorisées aux techniques lourdes. Dans le cas où des alternatives "naturelles" ne peuvent être mises en œuvre, des mesures compensatoires seront envisagées		Toutefois, demande pour projet d'aménagement : doit intégrer l'ensemble des impacts sur l'eau, à l'échelle du lot + eaux pluviales. Les travaux favorisent les techniques les moins impactantes pour le milieu	2		Dans le cas où les projets ne pourraient être réalisés, ils seraient soumis à compensation.										
Rapporter les cours d'eau définis en tant que réservoirs biologiques	IIIA-3		Cette identification sera complétée au fur et à mesure de l'acquisition des connaissances sur la vie biologique des rivières	2	3	La construction de tout nouveau ouvrage constituant un obstacle à la continuité écologique, même aménagé, devra prioriser à posteriori, s'il est autorisé sur un cours d'eau																		
Améliorer la continuité écologique des cours d'eau	IIIA-4	Qui installe des passes à poissons ?	Cette liste sera complétée au fur et à mesure de l'acquisition des connaissances sur la vie biologique des milieux, et des objectifs de qualité de milieu d'eau à poursuivre	2	3	Des ouvrages de franchissement pour les poissons et les crustacés sont installés au droit de chaque ouvrage en travers existant et se réaliser être en attente à la réalisation de ces ouvrages, concernant les cours d'eau suivants : les 202222 tous les ouvrages traités							L'effacement des obstacles artificiels, sans usage actuel est réalisé progressivement				Les projets de création d'ouvrages en travers doivent prioriser systématiquement une étude d'opportunité. Au droit des passes d'eau, les grilles installées sont compatibles avec les préconisations de la SDLE et de l'ONEMA, pour ne pas porter atteinte aux abords et bords de crues.	3						
Convertir les parcelles agricoles en espace rural au niveau des maisons d'eau sensibles à l'érosion	IIIA-5					Pour les basses les cours d'eau pour lesquels le problème d'érosion des sols est constaté, le recouvrement des parcelles agricoles présentant un relief contraignant en espace rural est privilégié en utilisant les espèces locales et des nouvelles méthodes d'agro-forestier en cours d'élaboration				Le traitement limite les phénomènes d'inondation														
Total	II-A		2		2	3				1			2		3									
II-B : Préserver le milieu marin																								
Qualité des eaux portuaires																								
Diagnostiquer les flux de polluants déversés et les dispositifs de collecte en zone portuaire	IIIB-1		Les gestionnaires de port réalisent des diagnostics et mettent en œuvre des programmes en vue d'améliorer la qualité des eaux portuaires d'ici à 2027. L'acheminement pour l'actualisation du Plan de gestion de déchets en 2027											un Plan de réduction des déchets d'exploitation et de réhabilitation de certains des rejets est réalisé tous les trois ans										
Mettre en place des filières de récupération et de traitement des eaux usées et grises en zones portuaires	IIIB-2								Les filières de récupération et de traitement des eaux usées et grises des rejets industriels, de commerce et de plaisance sont impérativement mises en place dans les ports d'ici 2027 par les structures portuaires.					3										
Mettre en place un règlement Sanitaire Portuaire (RSP) sur le Grand Port Maritime de La Martinique (GPMML)	IIIB-3		Document doit être en cohérence avec le SDAGE, le règlement sanitaire départemental et le règlement sanitaire international	1					3	Volonté de mise en place d'un RSP														
Zones de plaisance																								
Limiter l'impact des mouillages sur les fonds marins	IIIB-4		Préférentiellement à la création de Zones de mouillage, un Plan de gestion est défini quant à la gestion des mouillages et un plan d'urgence est identifié avant la mise en place d'un Plan de Mouillage. Les communes de communes délimitent les zones de mouillage autorisées, les signaux et les dispositifs		3	Les zones de mouillages fréquentées par les professionnels et de plaisance sont régies de « » : un règlement, un règlement des techniques non destructives permettant l'usage des zones sans destruction des fonds marins, zones d'interdiction de mouillage sont définies sur l'ensemble du littoral de Martinique, en tenant compte de la sensibilité des littoraux, leur fonctionnalité et leur état de santé. Un arrêté préfectoral sera en place pour officialiser ces zones d'interdiction et celles à être réglementées intégrées au Plan de Mouillage			La mise en place de zones de Mouillages doit prendre en considération les différents aménagements à terre, rétroactifs ou non fonctionnant. Gestion des déchets, gestion de débarquement, sanitaires, etc.)		emploi de corps morts pour limiter l'impact		La mise en place de zones de Mouillages doit prendre en considération les différents aménagements à terre, rétroactifs ou non fonctionnant. Gestion des déchets, gestion de débarquement, sanitaires, etc.)											
Préserver les herbiers de phanérogames marines et les récifs coralliens	IIIB-5				3	Les récifs coralliens biocostruits et les herbiers de phanérogames marines sont préservés de toute destruction même partielle			1			1	1					Les récifs coralliens biocostruits et les herbiers de phanérogames marines sont préservés de toute destruction même partielle	1					
Mettre en place des Plans d'Action sur les zones de baignade	IIIB-6		Mise en place de plans de baignade. Ces Plans sont en œuvre, en collaboration étroite avec l'Agence Régionale de Santé (ARS), par les communes et les communes de communes	2								Mise en place de plans de baignade des Plans d'Action, doivent être adaptés à partir des plans de baignade pour réduire, voire supprimer, les sources de pollution.												
Extraction de mer																								
Limiter les rejets en mer de boues de dragage	IIIB-7		La prise en compte de la contamination des sédiments est un élément déterminant quant à leur valorisation. En cas de dragage, l'impact sur le milieu récepteur est évalué.	1					2									Les demandes de réjets en mer comprennent obligatoirement une étude complète et détaillée d'impact alternative à la mer. La valorisation à terre des sables, graviers et galets est recherchée en priorité.	3					
Mettre en œuvre une réflexion sur les filières de gestion des boues de dragage portuaires	IIIB-8		Dans les 3 prochaines années un schéma de gestion des sédiments de dragage marins piloté par la SDLE, en partenariat avec le conseil général, la Direction de la Mer, l'Agence Régionale de Santé (ARS), le Grand Port Maritime de Martinique, le conseil régional, le conseil départemental, l'ARS, l'ARS, l'ARS et les bureaux d'étude	2														Réflexion sur les filières de gestion des boues de dragage portuaires						
Étudier l'impact de l'extraction de granulats sur le trait de côte	IIIB-9					L'étude d'impact requise pour l'actualisation préalable à l'extension doit démontrer en particulier que l'exploitation est compatible avec les objectifs de bon état écologique des masses d'eau dans lesquelles est réalisée l'extraction et des masses				L'étude examine si l'extraction aura un impact sur le trait de côte, voire une érosion de trait de côte.														
Total	II-B	1,8		2,33333333	2	1,5			1,75	2		3		2,5		1								
II-C : Protéger les mangroves et les zones humides																								
Préserver les zones humides ayant un intérêt environnemental particulier	IIIC-1		Toutes les mangroves, en tant que zones humides d'intérêt particulier, sont préservées en priorité et de manière adaptée de toute destruction même partielle.	2										Toutes les mangroves, en tant que zones humides d'intérêt particulier, sont préservées en priorité et de manière adaptée de toute destruction même partielle. Projet SDLE, comprennent à son la surface										
Encadrer strictement les travaux sur les zones humides	IIIC-2		Rapport à la loi sur les zones humides	1										Rapport à la loi sur les zones humides. Conservation 2 fois la surface										
Intégrer la protection des zones humides dans les différents plans et	IIIC-3		Les SCOT et PLU préservent les zones humides	3					Les SCOT et PLU préservent les zones humides	2				Les SCOT et PLU préservent les zones humides										
Restaurer et gérer les zones humides et mangroves dégradées	IIIC-4		Les gestionnaires compétents sont invités à définir des programmes de travaux pour réhabiliter les zones dégradées. Qui ?	1	2	Restauration et gestion des zones humides d'intérêt particulier. Identification ?			prise en compte de l'inondation pour déterminer la priorité ?									Restauration et gestion des zones humides d'intérêt particulier en présence des changements climatiques	1					

[illegible]